



La Science Politique au Cameroun

The Political Science in Cameroon

ESSAME Isaac

Enseignant-chercheur

Université de Douala

Cameroun

Date de soumission : 27/06/2025

Date d'acceptation : 09/08/2025

Pour citer cet article :

ESSAME. I (2025) «La Science Politique au Cameroun», Revue Internationale du chercheur, « Volume 6 : Numéro 3 » pp : 107- 137

Résumé :

Cet article propose une analyse critique de la science politique au Cameroun, examinant son évolution à travers le prisme des dynamiques postcoloniales persistantes. Son objectif principal est d'identifier et d'analyser les influences de l'héritage colonial sur la science politique camerounaise, en évaluant son impact sur les thèmes de recherche, les cadres théoriques et les pratiques institutionnelles. Pour mener à bien cette recherche, une approche qualitative a été mobilisée, combinant une analyse documentaire des travaux existants en science politique camerounaise et une réflexion critique sur les cadres théoriques et les pratiques institutionnelles observées. Il s'appuie potentiellement sur des entretiens avec des chercheurs camerounais pour étayer son analyse. L'idée-force de cet article est que la science politique au Cameroun demeure significativement influencée par les dynamiques postcoloniales, se manifestant par une dépendance intellectuelle aux modèles occidentaux, limitant ainsi le développement de théories et de méthodologies véritablement ancrées dans les réalités camerounaises et entravant sa pleine contribution au débat public et à la gouvernance.

Mots-clés : Défis contemporains, postcoloniale, prémices, résistance, science politique.

Abstract:

This article offers a critical analysis of political science in Cameroon, examining its evolution through the prism of persistent postcolonial dynamics. Its main objective is to identify and analyze the influences of the colonial legacy on Cameroonian political science, by assessing its impact on research themes, theoretical frameworks and institutional practices. To carry out this research, a qualitative approach has been mobilized, combining a documentary analysis of existing works in Cameroonian political science and a critical reflection on the theoretical frameworks and institutional practices observed. It potentially relies on interviews with Cameroonian researchers to support its analysis. The main thrust of this article is that political science in Cameroon remains significantly influenced by post-colonial dynamics, manifested in an intellectual dependence on Western models, thus limiting the development of theories and methodologies that are truly rooted in Cameroonian realities and hindering its full contribution to public debate and governance.

Keywords: Beginnings, Contemporary challenges, political science, postcolonial, resistance.

Introduction

La science politique au Cameroun constitue un domaine en quête d'indépendance, modelé par les flux transnationaux du savoir et les frictions entre paradigmes occidentaux et contextes locaux. Le regain d'intérêt pour la science politique au Cameroun s'inscrit dans une démarche de modernisation et de développement de ce champ disciplinaire. Bien que Luc Sindjoun souligne la marginalisation de l'objet Afrique dans les études politiques jusqu'à la veille des indépendances (Sindjoun, 1999 :142-167), il serait erroné de nier la capacité des sociétés camerounaises à conceptualiser leurs propres systèmes politiques. Les organisations politiques précoloniales, qu'il s'agisse des structures hiérarchisées du Grand Nord (Atimniraye & Zelao, 2023 :119) et de l'Ouest ou des systèmes décentralisés du Sud, témoignent d'une réflexion endogène sur les dynamiques de pouvoir et les processus décisionnels. La science politique, bien au-delà d'un simple développement historique, a émergé dans chaque région du Cameroun à travers la réflexion sur les modes d'administration des sociétés ancestrales. Avant la colonisation, les chefferies, véritables institutions adaptées aux besoins de leur temps, incarnaient ces dynamiques. Ainsi, les populations indigènes pratiquaient déjà une forme de science politique, si l'on considère celle-ci comme la science de la gestion du pouvoir. Il découle d'un entretien avec l'enseignant de Science politique Albert Mandjack qu' « En tant que science du pouvoir et de la société globale, la science politique était surtout l'apanage des familles régnantes et des héritiers au trône. Les anciens et les patriarches l'enseignaient précisément à travers les récits ». Il convient également de souligner que la science politique forgée par les traditionnalistes africains avait pour objet la parenté et la sorcellerie appelée Djambe, entendu comme monde nocturne permettant la prise des décisions. (Geschiere, 2021 : 61-62).

Cependant, comme corps de connaissances systématiques, la science politique, comme partout dans le monde a eu un avènement tardif par rapport à d'autres connaissances, souligne-t-il. Cela s'explique en Afrique par le déficit de moyens académiques et intellectuels ainsi que le besoin pour l'administration coloniale de domestiquer les velléités d'émancipation des indigènes (Côté, 2019:30). L'on constatera que les premiers à enseigner la science politique en Afrique dans sa facture moderne sont les Occidentaux. Ils ont été remplacés progressivement par ceux qu'ils convient d'appeler avec Janvier Onana à cette époque-là, « les indigènes évolués » (Onana, 2004). Il s'agit dans le cadre de la science

politique des Africains qui ont accédé à ce savoir et qui peuvent l'enseigner légitimement. La science apparaît comme une somme de connaissances qui sont obtenues avec méthode, s'efforçant de comprendre comment fonctionne le réel en proposant des explications sous forme de théories ou modèles, généralement charpentés autour de résultats expérimentaux ou observationnels (Blanc, 2020). L'idée est donc de garantir l'objectivité dans l'analyse des faits en sciences sociales afin d'assurer la crédibilité des résultats (Cohen, et al., 2015 :9-10).

Bien que le mot *politique* réfère à la fois à l'État et au pouvoir, mettant en évidence les activités liées à l'autorité et à l'obéissance dans les sociétés organisées selon Janvier Onana (2009 :19), l'auteur dans une démarche pédagogique appréhende l'adjectif politique en soulignant que : « en référence aux savoirs constitués à propos des phénomènes politiques, on désigne certaines des disciplines de la science politique » (Onana, 2009 :17). On en déduit que la science politique est un domaine du savoir qui étudie les phénomènes politiques, c'est-à-dire ceux en relation avec l'État et le pouvoir.

Il est question d'analyser l'état de la discipline qui étudie les phénomènes politiques au Cameroun en tant que discipline scientifique. Ces dimensions historique, institutionnelle et stratégique sont convoquées pour une meilleure élucidation dans un cadre géographique déterminé. Au plan social, il est de l'intérêt des citoyens de comprendre les mécanismes et les contraintes de l'émergence de la science politique au Cameroun afin de savoir pourquoi elle suscite l'attention politique : « Nous sommes persuadés que la science politique est une science de la réalité quotidienne telle que vécue dans une cité donnée, et qu'une théorie politique n'est digne d'attention que si elle surmonte l'épreuve de cette réalité vécue dans la cité » (Biya, 2018 :18). Au plan scientifique, l'objet *science politique au Cameroun* est dynamique et complexe. C'est la raison pour laquelle les savoirs constitués jusqu'à présent n'ont abordé que quelques aspects en privilégiant les approches historique et socio-anthropologique.

Alors que Joseph Vincent Ntuda Ebodé et Franck Ebogo analysent l'émergence des relations internationales au Cameroun, en tant que sous branche de la science politique, en 1970 suivie de la menace des juristes, non sans montrer la nécessité d'une formation des cadres diplomatiques et consulaires (Ntuda Ebodé & Ebogo, 2013 :125-138), Moïse Tchingankon Yanou, Marguerite Chantal Embiede Eballa et Estelle Etoh Ekwoneng, abordent la science politique dans sa globalité, chacun y allant à sa manière. Ainsi, tandis que Yanou examine la

naissance de la science politique au Cameroun en valorisant les trajectoires et les domaines de recherche des pionniers (Tchingankon Yanou, 2022 :130) de cette discipline tels que Kontchou Kouomegni, Luc Sindjoun et Ibrahim Mouiche, Embiede Eballa met un accent sur la masculinisation de cette discipline au Cameroun. Après avoir souligné un retard et un sursaut des femmes en science politique à la suite de Nadine Machikou (2015 :115-138), elle analyse la domination masculine enracinée dans ce domaine (Embiede Eballa, 2024:43-57). Estelle Etoh Ekwoneng revient sur l'héritage français de la science politique en Afrique en général et au Cameroun en particulier. L'auteure montre que la science politique camerounaise se situe entre mimétisme et quête d'autonomie, non sans souligner des pesanteurs endogènes et exogènes (Etoh Ekwoneng 2024 : 335-375).

Les diverses contributions malgré leur richesse choisissent de ne pas aborder les aspects culturels et stratégiques pouvant renseigner sur les non-dits de l'émergence de la science politique au Cameroun et le jeu des acteurs individuels, communautaires et claniques. C'est pour combler cette lacune que la présente analyse s'inscrit dans une perspective innovante. Outre le manque de matériel qui justifie le retard de la science politique au Cameroun, l'analyse cherche également à rendre compte des dynamiques stratégiques et culturelles qui expliquent le sous-développement de cette discipline.

Dès lors, comment les dynamiques postcoloniales continuent-elles de façonner la science politique au Cameroun, et dans quelle mesure cela entrave-t-il le développement d'une discipline autonome et pertinente dans le contexte local? Comment la science politique a-t-elle émergé au Cameroun ? Quelles sont ses dynamiques et ses défis ?

Nous faisons l'hypothèse que la science politique au Cameroun, depuis l'indépendance de 1960, a connu une modernisation tout en étant confrontée à des défis contemporains. Cette discipline s'est développée dans un contexte postcolonial, marquée par des acteurs aux intérêts culturels et stratégiques diversifiés. Pour tester cette hypothèse, des données qualitatives ont été recueillies à travers différentes méthodes. Des entretiens semi-directifs, menés en personne ou via des plateformes telles que WhatsApp, Messenger et des appels téléphoniques, ont largement contribué à la collecte de ces données avec une vingtaine d'acteurs clés, notamment des enseignants-chercheurs des départements de science politique de 09 universités du Cameroun. Ces entretiens visaient à répondre à des questions clés : quel regard portez-vous sur l'émergence de la science politique au Cameroun ? Quelles résistances

cette discipline a-t-elle rencontrées ? Quels sont les défis actuels auxquels elle fait face ? Quelle est sa contribution au développement du pays ? Dix universités d'État, incluant leurs annexes, ont servi de sites d'observation. Notre position d'universitaire a permis une observation par immersion. Cette démarche a été complétée par l'analyse d'ouvrages et d'articles, qu'ils soient sous format physique ou numérique. Ces faits ont été confrontés au postcolonialisme de Raewyn Connell (2024) dans la perspective de la démarche inductive. Cette théorie nous permet d'envisager une démarche intellectuelle à partir du savoir non intellectuel dans le but de retranscrire les conditions sociales de la postcolonialité de cette discipline au Cameroun (Brahimi & Idir, 2020 : 3). L'approche de Raewyn Connell est ainsi complétée dans l'explication par la théorie des liens entre savoir et pouvoir de Mohamed Amine Brahimi et Mouloud Idir dans la dynamique et les défis de la science politique au Cameroun. En effet, les études postcoloniales sont mobilisées en tant que ressources permettant de comprendre les multiples réalités des sociétés du sud (Brahimi & Idir, 2020 : 11). Et pour s'en convaincre, l'analyse de la difficile éclosion de la science politique au Cameroun permettra de comprendre ses défis contemporains.

1. La difficile éclosion de la science politique

Le processus d'émergence et les dynamiques postcoloniales de la science politique au Cameroun ne sont pas simples dans l'analyse. S'attachant à y mener une réflexion rigoureuse, on se rend compte que les phénomènes politiques sont des événements et faits complexes produits par les acteurs, en rapport avec le pouvoir. Ils ne sont pas observables au Cameroun seulement au lendemain de l'indépendance de 1960. Cohen, Lacroix et Riutort estiment qu'il est d'ailleurs difficile de situer leur étude dans l'histoire (Cohen, et al., 2015 :21). Les phénomènes politiques, les luttes de domination et d'émancipation ainsi que les activités de contrôle du pouvoir constituent autant d'objets de la science politique. Mais, la discipline n'est pas encore ancrée dans la recherche et l'enseignement sur le territoire. Son avènement s'est opéré progressivement au gré des opportunités et des moyens. D'où un détour par la gestation lente de cette discipline afin de mieux comprendre son émergence visible au Cameroun.

1.1. La gestation lente

L'existence d'une société politique au Cameroun et la marche vers le modernisme et le développement annonçaient déjà l'avènement de la science politique en tant qu'enseignement

dispensé au niveau supérieur et cadre institutionnel au service de la post-colonie. Il conviendra d'analyser les prémices tangibles de cet enseignement et les résistances tenaces.

1.1.1. Les prémices tangibles

Le contact de l'Afrique à l'Occident ne se réduit pas à l'esclavage et à la colonisation, puisque ces phénomènes ont de manière significative influencé les relations entre colonisateurs et colonies. Ils sont construits sous des conditions de dénomination qui oscillent entre dépendance, résistance et manipulation des idées. Il faut aussi souligner l'apport infrastructurel, l'évolution des mentalités et le développement académique.

❖ La quête de l'étude de la science politique en Occident par les camerounais.

C'est bien en Occident que des jeunes Camerounais sont allés étudier la science politique (Tchingankon Yanou, 2022 :130). La tendance des colonies à suivre les métropoles entraîne un effet de contagion des institutions et des pratiques (Mbembe, 2020). Ainsi par exemple, « Du fait des bourses d'études qu'offrent la France et la Grande Bretagne en raison des liens coloniaux, ce sont particulièrement les universités françaises et britanniques qui sont choisies, et ce, même par ceux qui s'autofinancent dans une volonté de perpétuer le contrôle des colonisateurs en postcolonie. Les politistes les plus en vue de ce contexte de mobilité sont Adamou Ndam Njoya, Michael Aletum Tabuwe, Louis Paul Ngongo et Augustin Kontchou Kouomegni » (Mbembe, 2020 :134). L'œuvre universitaire nationale se réalise progressivement. C'est ainsi qu'après l'indépendance du Cameroun en 1960, les gouvernants créent en 1961 l'Institut National d'Etudes Universitaires dans la perspective de disposer « d'un enseignement supérieur adapté aux besoins et aux réalités propre à leur jeune État. En 1962, cet institut devient l'Université Fédérale du Cameroun. Cette dernière est transformée en Université de Yaoundé suite au passage de la forme fédérale à la forme unitaire de l'État » (Pokam, 2018:629) afin de promouvoir l'unité et l'identité du Cameroun dans l'intérêt des élites au-delà du marquage du paysage camerounais par les identités françaises et britanniques (Torrent, 2013). Les cadres qui y sont issus servent la cause des colonisateurs en paralysant les élans nationalistes par leur pouvoir d'évaluation et d'orientation des travaux de recherche. Les autres universités du Cameroun verront le jour entre 1993 et 2022¹ afin de déconcentrer

¹ Les trois dernières ont été créées le 06 janvier 2022.

l'infrastructure universitaire et ouvrir l'accès de la science politique à l'ensemble des régions du pays au même titre que les autres disciplines.

❖ **L'analyse de la vie politique camerounaise depuis la période coloniale**

La vie politique camerounaise, depuis la période coloniale (Mbembe, 1991:89-121) allemande puis française jusqu'à l'ère postcoloniale (Owona Nguini, 2000:31-88) marquée par l'expérience du parti unique puis du multipartisme limité, constitue un laboratoire d'analyse particulièrement riche pour les sciences sociales. Son étude nécessite une approche résolument interdisciplinaire, empruntant simultanément à la sociologie des élites pour comprendre les logiques de reproduction du pouvoir, à l'anthropologie politique pour saisir les permanences des imaginaires sociaux, à l'histoire contemporaine pour retracer les généalogies des configurations actuelles, à l'économie politique pour analyser les enjeux de redistribution des rentes, à la philosophie politique pour interroger les fondements de la légitimité étatique, et au droit constitutionnel pour décrypter les mécanismes formels et informels de l'exercice du pouvoir. Cette fertilisation croisée des savoirs, tout en produisant des analyses d'une grande richesse, révèle cependant les limites d'une science politique camerounaise (Leclerc, 2014 :2-9) encore en quête de pleine autonomie épistémologique, tiraillée entre l'impératif de scientificité et la nécessité de rendre compte de la complexité d'un terrain marqué par le pluralisme normatif. Comme l'a souligné Tsana Nguengang Ramses dans un entretien en 2024 à travers le concept de « science politique d'ouverture », cette situation engendre à la fois des opportunités méthodologiques remarquables (permettant de dépasser les cloisonnements disciplinaires) et des défis théoriques substantiels, notamment en termes d'unité paradigmatique et de cumulativité des connaissances (Montambeault & Pascal Dufour, 2017 : 3- 4). Les résistances que cette approche a rencontrées, qu'elles émanent des gardiens des disciplines traditionnelles ou des tenants d'une vision plus orthodoxe de la science politique, témoignent des tensions inhérentes à tout projet intellectuel ambitieux visant à appréhender dans sa totalité un objet aussi mouvant que le jeu politique camerounais, où se superposent héritages précoloniaux, importations institutionnelles occidentales et innovations locales. L'avenir de ce champ d'étude semble devoir passer par un équilibre délicat entre l'affirmation d'une spécificité méthodologique propre à la science politique et le maintien d'un dialogue exigeant avec les autres sciences sociales, tout en développant des outils conceptuels adaptés à la saisie des particularités historiques et sociologiques du cas camerounais. Ce chantier intellectuel, loin d'être achevé,

continue d'offrir des perspectives stimulantes pour une nouvelle génération de chercheurs appelés à relever le défi d'une analyse à la fois rigoureuse et innovante des dynamiques politiques contemporaines au Cameroun.

1.1.2. Les résistances tenaces

Les résistances les plus accentuées opposées à la science politique au Cameroun participent des freins produits par l'administration coloniale et le passage de la suspicion de cette discipline à des subjectivités.

❖ Les freins de l'administration coloniale fondés sur la suspicion de la science politique

La science politique se distingue des autres disciplines par son objet d'étude central : l'État et les mécanismes du pouvoir. Loin de se limiter à une approche théorique, elle possède une dimension éminemment subversive, car elle éclaire les structures de domination et participe à l'éveil des consciences (Mbembe, 2020 :34). Cette caractéristique explique pourquoi les régimes autoritaires (à l'instar des puissances coloniales) ont toujours cherché à en contrôler l'enseignement et la diffusion. Il serait naïf de croire que l'administration coloniale ignorait les principes de la science politique. Bien au contraire, les colons en possédaient une connaissance approfondie, forgée dans les universités métropolitaines où s'élaboraient les doctrines impériales. Pourtant, cette expertise ne fut jamais partagée avec les populations colonisées. Une question centrale se pose alors : pourquoi avoir systématiquement empêché la création d'universités ou d'instituts dédiés à cette discipline dans les territoires occupés, alors que ceux-ci proliféraient en Europe ? La réponse tient en un mot : le risque. Enseigner la science politique aux indigènes aurait signifié leur fournir les outils intellectuels pour décrypter leur propre oppression, analyser les rouages de l'exploitation coloniale et, in fine, organiser leur émancipation (Derrick, 1996 : 65). L'administration redoutait par-dessus tout l'émergence d'une élite locale formée à la pensée critique, comme en témoigne la surveillance acharnée dont firent l'objet des figures telles que Martin Paul Samba ou Rudolf Douala Manga Bell. Leur séjour en Allemagne, où ils furent exposés à des idées politiques novatrices, les transforma en cibles à neutraliser. Ainsi, le refus de développer l'enseignement de la science politique relevait d'un calcul délibéré (Coquery-Vidrovitch, 2021:142-158). Il s'agissait de priver les colonisés des armes conceptuelles susceptibles de remettre en cause la

légitimité de l'occupant. Faciliter l'éveil politique des populations aurait compromis la pérennité du système, fondé sur l'extraction des ressources et l'assujettissement des peuples. Dans ce contexte, l'obscurantisme devenait un instrument de gouvernement.

❖ De la suspicion aux subjectivités à l'égard de la science politique

À l'origine, la science politique a du mal à émerger dans un contexte de suspicion et de subjectivité. Par exemple, pour s'être intéressé à la légitimité des luttes nationalistes de l'Union des Populations du Cameroun (UPC), Achille Mbembé, historien camerounais réfléchissant sur les phénomènes politiques coloniaux et postcoloniaux, est contraint à quitter le Cameroun pour s'installer en Afrique du Sud. Elle est en effet perçue comme dangereuse pour les intérêts du pouvoir et de ceux qui refusent la concurrence politique (Bergeron & Patrick Castel, 2015 :44). Ebele Onana le souligne avec plus d'émphase lorsqu'il affirme au cours d'un entretien que « La science politique au Cameroun à sa naissance a souffert des subjectivités. De nombreuses personnes estimaient que c'est la science pour prendre le pouvoir ». L'entretien avec Joseph Okala Ebode le 11 juillet 2024 révèle que les résistances sont de trois ordres à savoir la méfiance familiale, le discours politique et l'autocensure. Dans le premier cas, de nombreux parents disent à leurs enfants que « Nous ne vous avons pas envoyé à l'université faire de la politique ». Dans le deuxième cas, le discours politique n'est pas de nature à faciliter l'engouement en science politique : « L'école aux écoliers, la politique aux politiciens »². Dans le troisième cas, de nombreuses personnes refusant de faire la politique évitent aussi les analyses politiques. L'autocensure se manifeste par le refus du chercheur d'écrire sur les sujets qui fâchent (Gazibo, 2010 :29). L'un des objets de la science politique étant le pouvoir, il s'opère une confusion entre la politique politicienne, c'est-à-dire l'activité politique de conquête, d'exercice et de conservation du pouvoir par différents moyens légaux et illégaux, légitimes et illégitimes et même parfois immoraux, pratiquée par les membres du gouvernement, les élus et partis politiques, et celle-ci. Elle est dès lors perçue comme « une activité dangereuse » selon Tsana Nguengang Ramses. Partant de cette considération, il apparaît que la politique politicienne déshonore la science politique. On aura alors compris que l'éveil politique produit par cet enseignement de la science politique a souffert de diverses menaces autant que la philosophie. Il sied néanmoins de convenir avec les

² Discours du Chef de l'État du Cameroun le 04 octobre 1991 à Yaoundé dans le contexte de la crise sociopolitique des années 1990.

propos d'Ebele Onana que « malgré ces subjectivités, elle s'est affirmée avec beaucoup de réticence ». D'où la marche vers son émergence.

1.2. L'émergence visible

Malgré le contexte et les résistances, la science politique s'enracine progressivement au Cameroun. La construction de son univers et l'effort d'autonomisation renseignent sur cette réalité.

1.2.1. La construction de l'univers de la science politique

Elle est favorisée par le contexte post-indépendance, marqué par une transformation des mentalités amorcée durant la colonisation sous l'impulsion des mouvements nationalistes et des luttes pour l'émancipation.

❖ L'action des pionniers

Si en France la science politique bénéficie d'une promotion institutionnelle avec la fondation de Science en 1871, à l'Ecole libre des sciences politiques à Paris, son enseignement se généralise à partir des années 1950 avec le passage des facultés de droit en faculté de droit et de science politique et dans les instituts politiques (Roux & Eric Savarese, 2018 :11). Dans la dynamique de modernisation de l'État et des institutions au Cameroun, l'enseignement supérieur occupe une place centrale. S'y ajoute l'engagement de jeunes enseignants formés en Occident: « Les politistes pionniers s'appuient sur leur expérience universitaire européenne, qui repose, d'une part, sur un management administratif autonome en matière d'organisation institutionnelle, et d'autre part, sur une approche disciplinaire rigoureuse dans l'enseignement » (Owona Nguini, 2000:130). Kontchou Kouomegni, Luc Sindjoun, Ibrahim Mouiche et Janvier Onana incarnent les pionniers de l'institutionnalisation de la science politique au Cameroun. Leur contribution s'est manifestée par le dynamisme qu'ils ont insufflé aux départements de science politique des universités de Yaoundé 2, Douala et Ngaoundéré, captivant les étudiants par leur enseignement et animant les amphithéâtres. Leurs analyses rigoureuses des phénomènes politiques, présentées lors de colloques, ont également marqué la discipline. Cette influence explique la reconnaissance exprimée par Narcisse Ngon dans le cadre d'un entretien en 2024 lorsqu'il affirme que : « Ce sont les générations de Luc Sindjoun et de Janvier Onana qui nous ont fait aimer la science politique ».



Même si la forte tendance est de privilégier les travaux occidentaux dans cette discipline, l'on ne peut nier l'apport de spécialistes d'Afrique et d'Amérique latine exploités par leurs collègues européens et américains (Coakley, 2004 :189-203). Janvier Onana, qui est un produit de l'université de Nantes, a permis l'éclosion de la science politique à l'université de Douala aux côtés de Guillaume Ekambi Dibongué et d'Albert Legrand Mandjack diplômés respectivement de l'université de Paris I Panthéon Sorbonne et l'université de Limoges en France. Ces trois contributeurs restent néanmoins peu cités. Dans nos échanges avec Martin Raymond Willy Mbog Ibock, cela relève de ce qu'on pourrait appeler la « mauvaise foi du chercheur ». Ces cas ne sont certes pas les seuls, mais ils demeurent, avec celui du géostratège Joseph Vincent Ntuda Ebodé, parmi les plus emblématiques. Une fois leur doctorat en poche, ces chercheurs retournent dans leur pays et rejoignent le corps enseignant lorsqu'ils sont recrutés comme professeurs. Ils succèdent ainsi aux experts étrangers et se consacrent à l'enseignement de la science politique, évoluant dans un milieu universitaire encore dominé par l'hégémonie des sciences juridiques (Tchingankon Yanou, 2022 :134).

❖ **La constitution du personnel enseignant spécialisé de la discipline**

Le recrutement des enseignants de Science politique au Cameroun est souvent paternaliste. Après votre Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) ou Master, vous êtes recruté comme moniteur des travaux dirigés ou Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER) sur la cooptation ou le parrainage de votre encadreur scientifique ou les affinités avec le responsable de la faculté. Ce procédé est aussi valable lorsqu'on est titulaire d'un Doctorat. Sur la base des enquêtes de terrain menées en 2025 et des informations recueillies auprès de spécialistes en science politique au Cameroun, le recrutement des enseignants dans cette discipline suit plusieurs modalités dans les universités publiques. Les universités peuvent lancer des appels à candidature pour des postes d'enseignants en science politique. Ces institutions procèdent également à des recrutements directs ou indirects sous l'égide de l'autorité politique bien que des défis persistent, notamment des allégations de favoritisme ou d'irrégularités dans les processus de recrutement, comme rapporté dans certaines discussions sur les réseaux sociaux en janvier 2025. Par exemple, dans le cadre du recrutement spécial de 25 000 jeunes diplômés dans la fonction publique en 2011, 1 000 enseignants ont été intégrés dans les universités d'État. De même, un programme de recrutement de 2 000 enseignants du supérieur a été annoncé pour la période 2019-2021, avec 1 000 recrutements en 2019, 500 en

2020 et 500 en 2021. Plus récemment, pour répondre aux besoins des universités nouvellement créées à Ebolowa, Bertoua et Garoua, un recrutement spécial de 450 enseignants a été planifié entre 2022 et 2025, à raison de 150 enseignants par an, soit 45 postes par université et 15 postes pour les régulations académiques dans un contexte de chômage et de concurrence dans la recherche des emplois. À titre d'exemple, le département de science politique de l'Université de Douala comptait en 2024 un effectif de 28 enseignants permanents, répartis comme suit : 03 professeurs titulaires, 06 maîtres de conférences, 14 chargés de cours et 05 assistants. Il en est de même pour l'ensemble des enseignants des universités de Yaoundé II Soa (62), Dschang (15), Ngaoundéré (26), Maroua (09), Bamenda (15), Buea (14), Garoua (06), Bertoua (13) et d'Ebolowa (17).

Ces chiffres restent indicatifs et sujets à variation en raison des remplacements numériques, des affectations, des détachements ou des décès, une réalité commune à toutes les universités publiques camerounaises. Concernant les spécialistes de cette discipline, il faut partir « de l'autonomisation de la science politique comme discipline académique, avec ses lieux de production spécialisés et ses modalités de recrutement spécifiques » (Cohen, et al., 2015 :22) qui participe d'un processus relativement récent. L'émergence des spécialistes de la science politique appelés politistes (Crettiez, et al., 2018 :6) contribue aussi au renforcement de sa légitimité sociale et politique (Surel, 2015 :77-130).

❖ **La préoccupation du renforcement des capacités du personnel**

Jusqu'en 2018, le nombre de soutenances de thèses en science politique au Cameroun oscillait entre 2 et 6 par université. Depuis 2019, on observe une augmentation des soutenances de doctorat dans cette discipline, en raison d'une évolution des mentalités, d'une simplification des procédures et de la volonté des autorités publiques de lever les obstacles, qu'ils soient subjectifs (intentions malveillantes) ou objectifs (coûts financiers élevés). Si certaines soutenances sont rendues publiques, d'autres ne le sont pas, malgré l'existence d'un communiqué officiel à cet effet. Ce manque de transparence peut susciter des doutes sur la qualité des thèses soutenues (Kamdem, 2023 :144-159). Les activités relatives au changement de grade sont annuelles. Le changement de grade se fait par publication des articles et ouvrages, par évaluation des travaux de recherche en fin d'année et par concours d'agrégation pour la promotion des enseignants et la gestion de leur carrière. L'exemple de ce concours en Afrique est celui du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES)

dont Luc Sindjoun a été membre du Jury pendant 6 ans. Les publications des articles et ouvrages sont relativement peu nombreux. Les revues camerounaises ne sont pas très actives et manquent parfois de comité de lecture contrairement à la plupart des revues africaines et occidentales de Science politique (Manga Edimo, 2021:345-363).

1.2.2. L'effort d'autonomisation

Contrairement à la France et au Canada, où les facultés et départements sont strictement codifiés, la science politique au Cameroun n'a pas encore pleinement atteint son autonomie.

❖ Les perspectives d'autonomisation

Bien que son émancipation par rapport à l'histoire et au droit soit un processus similaire à celui observé en France (Leclerc, 2014 :2-9), au moins 07 universités d'État camerounaises disposent aujourd'hui d'un département de science politique. Cependant, le principal défi reste l'autonomisation complète de cette filière, comme le montrent les cas de Yaoundé 2 et de Buea, où elle est proposée dès la première année. Une tentative d'autonomisation lancée à l'université de Douala lors de l'année académique 2023-2024 n'a pas abouti du fait de l'exigence par le doyen d'un nombre minimum de 50 étudiants au lieu de 30 et de l'absence de stratégie du département de science politique. Par ailleurs, si l'université de Garoua, nouvellement créée, offre déjà une licence, un master et un doctorat en science politique, à Ngaoundéré, la spécialisation dans cette discipline ne débute qu'au niveau master. À ce sujet, dans le cadre d'un entretien réalisé en 2024, Fabilou dénonce le manque de volonté politique des responsables, illustré par l'attitude de son chef de département lors des réunions consacrées aux programmes. Selon lui, « Le développement de la science politique est miné par les politologues eux-mêmes ». Cependant, il y a des enseignants spécialisés de la science politique et les étudiants qui font des choix optionnels dès la troisième année. C'est dire que dans la plupart des universités la filière science politique est autonome à partir du Master. Cependant, il existe des défis contemporains liés par exemple à la visibilité (Laakso & Zondi, 2024) de cette discipline et à la découverte de sa richesse au Cameroun. Une contribution qu'apporte Fabien Nkot (2018) dans ses recherches en regard de la complexité de l'objet d'étude de la science politique en Afrique (Gazibo & Thiriot, 2009:16).

❖ L'émancipation progressive de l'emprise du droit public

La proximité de la science politique avec le droit public a pendant longtemps marqué institutionnellement les études universitaires au Cameroun. C'est ainsi que jusqu'à une

relative autonomisation de la Science politique au Cameroun entre 2006 et 2008 favorisée par le système Licence-Master-Doctorat (LMD), l'on était docteur ou professeur en droit public et science politique. Tout comme en Occident, les études de Science politique étaient inscrites dans les programmes d'enseignement d'histoire et de droit. Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Mounier estimaient à ce propos que « La science politique est la fille incestueuse de l'histoire et du droit » (Cot & Mounier, 1974 :11). Ce sont les enseignants d'histoire et ceux du droit notamment de droit public qui s'intéressaient à la Science politique. L'on peut comprendre qu'Achille Mbembe, Daniel Abwa (historiens) et Joseph Owona (juriste publiciste) se soient illustrés dans les analyses politiques pour une meilleure compréhension de la vie politique camerounaise laquelle est aujourd'hui systématisée par nombre d'analyses réalisées sous la direction du politiste Fred Jérémie Medou Ngoa (2024).

Bien plus, la persistance du droit est visible quant à la volonté d'hégémonie, où l'on voit que « les juristes font tout pour qu'elle ne s'émancipe pas » si l'on s'en tient aux propos de Ebele Onana. En effet, « les disciplines connexes n'ont pas supporté l'émancipation de la science politique et continuent d'être considérées comme des disciplines mères », d'après Tsana Nguegang. Les programmes et les enseignants de droit sont les plus nombreux. À l'université de Douala, par exemple, le droit entre même en concurrence avec les programmes de science politique. Pourtant, alors qu'il existe déjà un enseignement en science politique intitulé « Histoire des institutions et faits sociaux du Cameroun », un nouveau cours de droit, « Histoire politique et constitutionnelle du Cameroun », a été introduit. Bien que cette thématique relève normalement de la science politique, elle reste rattachée au département de droit, y compris pour les corrections. Plus grave, lors des émissions télévisées ou radiodiffusées, il n'est pas rare de voir un juriste arborer la casquette d'analyste politique. Une telle tromperie est entretenue par les hommes de médias aux dépens de l'analyse politologique véritable. On aurait pu comprendre si les intéressés, selon l'ancien système, étaient diplômés en droit public et science politique ou encore s'ils étaient dotés de deux doctorats comme Pascal Charlemagne Messanga Nyamding de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun et Martin Willy Raymond Mbog Ibock, un en science politique et l'autre en droit public.

Certes, aujourd'hui, il n'y a pas encore d'Institut d'Etudes Politiques ou de Faculté de Science Politique au Cameroun. Mais, l'on compte parmi les onze universités d'État (Université de Yaoundé I,) dans les Facultés des Sciences Juridiques et Politiques, sept qui

sont dotées de département de Science politique avec une particularité de deux rencontrés à l'Université de Buea (Department of International Relations and Conflicts resolution and Department of Political Science). Il ressort de l'entretien avec le doctorant et enseignant Angoula en 2024 qu'à l'université de Yaoundé II Soa, le département de science politique ouvre ses portes dès la première année et est doté de trois spécialités notamment Relations internationales et Etudes stratégiques, Administration et action publique et Socio-anthropologie politique. Cette autonomie relative a conforté l'émergence des politistes (des spécialistes de la Science politique qui font de manière authentique la recherche fondamentale) et des politologues (des experts dans l'interprétation de l'actualité politique dans les médias ou dans l'élaboration des recommandations opérationnelles au monde politique) au sens de la distinction française (Balzacq, et al., 2014 :19) reçue progressivement au Cameroun. Les études de tronc commun durent deux années en Faculté des Sciences Juridiques et Politiques (L1 et L2). La démarcation s'opère relativement en Licence (L3) et définitivement à partir du Master. L'on observe d'ailleurs que les Étudiants de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines rejoignent souvent ceux de droit ayant pour option ou non Science politique, afin de poursuivre les Études en Master Science politique. Ces études comprennent deux options à savoir la Sociologie politique et les Etudes internationales. Cette seconde option permet de produire les géopolitistes et les géostratèges du politique dont la présence dans les enseignements à l'École Militaire Inter-Armée (EMIA) et à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) reste indéniable. Cette discipline est néanmoins confrontée à des défis contemporains.

2. Les défis contemporains

Les dynamiques postcoloniales et les défis contemporains de la science politique au Cameroun constituent une riche perspective d'analyse. Il en est ainsi parce qu'elle est encore en voie de consolidation, confrontée à des défis majeurs. Malgré les efforts déployés, de nombreux obstacles entravent l'émergence d'une identité propre et d'une crédibilité scientifique solide. Une construction significative exige une résilience face aux multiples menaces.

2.1. La construction significative

Il est indéniable que la science politique camerounaise a fait du chemin et qu'elle est visible au plan international. L'apport heuristique avéré et l'apport au développement stimulant permettent de le soutenir.

2.1.1. L'apport heuristique avéré

Au Cameroun, la production scientifique en science politique se distingue par son volume relativement important et sa diversité, englobant mémoires de master, thèses de doctorat, articles publiés dans des revues académiques, chapitres d'ouvrages collectifs et monographies spécialisées (Manga Edimo, 2024 :104).

❖ La diversité des cadres de productions scientifiques

Ces travaux sont principalement produits dans des institutions académiques de premier plan, telles que l'Université de Yaoundé II-Soa, dont le département de science politique est un pilier de la formation des politistes camerounais, ainsi que l'Université de Douala, l'Université de Dschang, l'Université de Buea et l'Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC) à Yaoundé. Des centres de recherche spécialisés, comme le Centre d'Études et de Recherches en Sciences Sociales (CERSS), l'Institut de Gouvernance, de Développement et de Prospective (IGDP) ou la Fondation Paul Ango Ela pour la géopolitique en Afrique centrale, jouent un rôle crucial dans la production et la diffusion des savoirs scientifiques. Ces observations ont été corroborées par des entretiens réalisés en 2025 avec des spécialistes reconnus de la science politique camerounaise, tels que des chercheurs affiliés au CERSS, à la Fondation Paul Ango Ela et à des réseaux académiques internationaux. Ces entretiens ont mis en lumière l'engagement des institutions à promouvoir la recherche, tout en révélant les défis structurels qui continuent d'affecter la qualité et l'impact des travaux produits, en tenant compte du fait que la science politique reste tributaire de l'évolution du monde et des changements politiques (Cohen, et al., 2015 :7).

En revanche, les chercheurs camerounais évoluant à l'étranger produisent des travaux d'une qualité souvent exceptionnelle, bénéficiant de contextes académiques plus compétitifs et de ressources plus abondantes (Temple, 2017 :41-67). Leurs travaux, souvent interdisciplinaires, intègrent des perspectives camerounaises dans des débats globaux de la vie politique camerounaise.

❖ Etude des grandes problématiques politiques au Cameroun

La dynamique de la vie politique camerounaise est marquée par un ensemble d'événements ayant intéressé les analyses politiques depuis la période coloniale jusqu'à nos jours, faisant ainsi reculer les préjugés sur la capacité des Africains à faire de la science politique (Gazibo, 2010:29). Les études menées ne sont pas exclusives aux chercheurs camerounais lorsque l'on prend en compte les analyses des chercheurs occidentaux ayant séjourné au Cameroun tels que Jean François Bayart (1979) et Jean François Médard (1991). Cette vie politique s'articule autour des activités électorales, des rapports de force, de la lutte pour la conquête des droits et des libertés, de l'autoritarisme (Machikou, 2022 : 97-108) et de la répression. À ce titre, l'on peut évoquer la neutralisation des mouvements indépendantistes et la mise en place des premières institutions camerounaises entre 1957 et 1960, les diverses configurations de l'État du Cameroun de 1960 à nos jours (État unitaire 1960, État fédéral entre 1961-1972 (Aboya Endong, 2014 :1-29), État unitaire 1972-1995, État unitaire décentralisé depuis 1996). Les diverses réflexions politico-discursives et pratiques ont pour ambition de faire comprendre la réalité des faits politiques et de faire avancer la cité face aux discours médiatiques et des réseaux sociaux qui montent en puissance bien que manquant de rigueur dans l'analyse.

Certaines études liées aux activités sociopolitiques pendant la période coloniale ont été menées à la fois par les historiens, les sociologues, les anthropologues, les publicistes et les politistes. Il faut à cet effet se référer à Louis Paul Ngongo (1987) et à Achille Mbembe (1993 :345-374) par exemple. D'autres études non moins importantes couvrent la période de la veille de l'indépendance à aujourd'hui, chacun y allant à sa manière. En effet, tandis qu'une étude sur les catégories dirigeantes au Cameroun entre 1958 et 1982 conduit par une démarche historico-empirique à l'identification du personnel gouvernemental, des hauts fonctionnaires, des administrations centrales, des grands corps et de la sphère extra dirigeante (Ngayap, 1983:15), une approche plus globale reposant sur la théorie nuancée du triangle équilatéral de Roger Gabriel Nlep révèle que les Nordistes, les Fang-bétis et les Grassfields sont les grands groupes ethniques qui gouvernent au Cameroun avec une régulation sociologico-ethnique opérée par le chef de l'État au gré de ses intérêts (Mandjack, 2011:73-103). Une autre perspective associant ces deux courants d'étude s'efforce de rendre compte de la quête et de la conquête des droits politiques, économiques et sociaux des camerounais dans

la période coloniale jusqu'à la gouvernance d'Ahidjo et celle de Biya (Kamé Bouopda, 2016). D'autres chercheurs se sont illustrés par un effort d'explicitation de la naissance et de l'évolution de l'État du Cameroun. Si Luc Sindjoun (2002) y voit le produit de l'exportation à travers la colonisation, Janvier Onana (2004) s'appuie sur l'hypothèse de la coproduction des occidentaux et des indigènes. De même, alors que l'orientation et la pratique du jeu politique liées à la nature de l'État ont été mises en évidence par les travaux de Pierre Nassara (1975 : 88-112), d'Emile Mbarga (1982), d'Abel Eyinga (1990), d'Achille Mbembe (1991:89-121) et de Luc Sindjoun (1996 :57-67), l'on ne saurait oublier l'analyse de l'action de la lutte contre la corruption et la criminalité financière au Cameroun (Tchoupie, 2006, pp.57-80). La science politique joue un rôle notable dans le développement à travers la production de théories pertinentes. Cependant, leur application reste entravée par certaines élites locales qui, en priorisant leurs intérêts individuels ou ceux des néo-colonisateurs, freinent le développement (Petithomme, 2009).

2.1.2. L'apport au développement stimulant

La compréhension de l'apport au développement réalisé par la science politique invite à procéder par catégorisation des acteurs en termes de position sociale et d'impact selon Amougou Mbarga au cours d'un entretien en 2024. De ce point de vue, les enseignants de science politique se distinguent des acteurs politiques du terrain, même s'il peut arriver, un peu à la manière dont l'était Kontchou Kouomegni, d'être à la fois enseignant de science politique et homme politique. On ne peut ainsi nier l'apport de ce dernier dans les processus de prise de décisions de l'État et surtout dans la communication politique (Morillas, 2018) avec sa formule « Zéro mort »³. Après la réflexion sur la modernité des institutions et l'action de développement au Cameroun en 2010, Dieudonné Oyono (2010), avait été désigné pour piloter le programme national de bonne gouvernance. Les missions essentielles assignées à l'enseignant du supérieur sont l'enseignement, la recherche et la contribution au développement. C'est la raison pour laquelle la production scientifique est mise au service du développement. Il ne s'agit pas seulement du développement de la science, mais aussi celui de la société. Si la participation aux colloques (Colloque sur "La gestion des crises au Cameroun dans un contexte de décentralisation : Défis et perspectives pour les Collectivités Territoriales décentralisées (CTD)" qui s'est tenu du 21-23 Juin 2023 à la National School of local

³ Formule consacrée par le Professeur Kontchou Kouomegni alors ministre de la communication lors de la répression de manifestations étudiantes en avril 1991.



Administration (NASLA), Buea-Cameroon), aux conférences et aux séminaires suscite des consultations de la part des organismes intéressés et des décideurs publics (Formation des conseillers municipaux de la Commune d'arrondissement de Douala 5ème, les 13 et 14 mars 2023), la science politique s'est enrichie d'un domaine répondant à cette exigence. Il s'agit des politiques publiques en matière urbaine. Dans cette optique, la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Ngaoundéré a organisé, les 16 et 17 mars 2017, un colloque intitulé « Le désordre urbain : phénoménologie, gouvernance et perspectives » dans l'amphithéâtre 750. Ce colloque a donné lieu à un ouvrage collectif dirigé par le doyen Janvier Onana, visant à éclairer la prise de décisions en matière de gestion urbaine au Cameroun (Onana, 2019, pp.13-19), même si manifestement, les décideurs publics n'en font pratiquement pas l'usage.

Cet apport peut aussi être apprécié dans la qualité de la décision politique, la gouvernance et le management public. En effet, l'entretien avec Menguele Menyengue en 2024 laisse transparaître que « L'apport de la science politique consiste à proposer de modèles alternatifs de développement qui rompent avec le mimétisme institutionnel et l'ethnocentrisme ». C'est ce qui explique que le Cameroun soit parti de la trajectoire du développementalisme pour celle de la stratégie de développement tenant compte des réalités de son environnement. Il poursuit en soulignant que « Les approches en termes de politique et d'action publique permettent de comprendre les sens contrastés ou non que les différents acteurs donnent aux politiques de développement et d'entrevoir les fenêtres d'opportunité favorable aux perspectives de développement ». Ce sont ces éléments qui nourrissent les processus de prise de décisions au Cameroun en matière de développement. L'on ne saurait oublier comment les études internationales ont permis de diversifier les partenaires au développement à partir de la compréhension des grands enjeux internationaux analysés par Joseph Ntuda Ebode (Ce géopolitiste, consacré en 2019 meilleur enseignant de géopolitique et de géostratégie par l'Institut des Études politiques en France) ainsi que des études de science politique produites par l'Institut International du Cameroun. L'État est ainsi sur divers fronts économiques. Au-delà de l'Europe, l'État du Cameroun entretient des relations privilégiées avec les États membres du BRICS⁴ et de nombreux partenaires africains et américains. Cependant, le

⁴ Il s'agit de la communauté constituée des Pays émergents créée en 2009 à l'exemple du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud. Ce nombre de pays est en train d'évoluer avec la diplomatie économique d'ouverture de la Russie et de la Chine.

programme politique du Chef de l'État contenu dans son œuvre de science politique intitulée *Pour le libéralisme communautaire* (Biya, 2018) et la présence de Luc Sindjoun comme conseiller spécial à la présidence de la République, des grandes annonces de cet ouvrage peinent encore à se matérialiser (Ngo Tong, 2016 :8-15). Il en est de même des stratégies de développement local effectif proposées dans l'analyse relative à la *Décentralisation et systèmes d'administration locale* (Essamé, 2023). Les propositions des politistes sont remarquables lors des colloques, des journées internationales et des programmes de formation des élus politiques et des cadres d'administration. D'où les questions suivantes soulevées par Amougou Mbarga : qu'est-ce que les politiques font de la consommation des produits de science politique ? Souhaite-t-on son impact comme c'est le cas en finances publiques (Mballa Zambo, 2025 : 169)? La science politique fait néanmoins face à diverses menaces.

2.2. La résilience face aux diverses menaces

La science politique camerounaise fait face à une double insécurité, émanant à la fois des pouvoirs publics et des acteurs individuels. Cette fragilité se manifeste sous deux formes : d'une part, la menace pesant sur l'ordre politique, et d'autre part, celle touchant à son originalité.

2.2.1. La menace de l'ordre politique

Les politistes camerounais font face à des limites dans l'analyse des enjeux politiques et dans leur enseignement. Autrement dit, les enseignants en science politique jouissent d'une liberté de réflexion, à condition de ne pas remettre en cause de manière fondamentale l'ordre établi ni les stratégies du pouvoir en place.

S'il faut reconnaître que la science politique moderne trouve ses prémices au Cameroun, au Sénégal et au Nigéria dans la colonisation et les dynamiques postcoloniales, force est également de constater que ses trajectoires sont variées dans ces trois États. L'histoire révèle que le Sénégal a largement été influencé par la science politique française, et le Nigéria par la science politique anglo-saxonne en général et britannique en particulier. Le Cameroun a partiellement assumé ce double héritage du fait de la présence des administrations coloniales française et britannique sur son territoire. Cependant, si l'héritage colonial domine, il a pu néanmoins se réapproprié d'une certaine manière cette discipline. Dans le changement de grade, le Nigéria applique la voie des travaux pratiquée chez les anglo-saxonnes tandis que le Sénégal emprunte la voie du CAMES avec l'agrégation en priorité ou les travaux pour le passage de Maître-assistant à Maître de conférences. Le Cameroun, en dehors de ces voies évoquées dispose encore de la voie des auditions. En ce qui concerne le déploiement de cette discipline, elle subit moins de menaces au Sénégal et au Nigéria par rapport au Cameroun, bien que ce dernier soit plus visible en Afrique.

Dès qu'ils tentent de révéler les mécanismes de la gouvernance ou les pratiques politiques, ils s'exposent à des représailles. Comme le souligne une observation pertinente : « La sociologie politique a pour vocation de décrypter les rouages du système politique, alors que celui-ci s'efforce justement de les dissimuler » (Cot & Mounier, 1974 :8). C'est dans ce contexte d'évaluation du régime en place et des contestations postélectorales (principalement portées par le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun et le Social Democratic Front) après la proclamation des résultats de l'élection présidentielle d'octobre 2018, que des demandes d'explications ont été adressées à Joseph Keutcheu (enseignant de science politique à l'université de Dschang) en février 2019, puis à Michel Oyane (enseignant de science politique à l'université de Bertoua) en février 2024.

Dans le cadre de l'évaluation de l'élément constitutif *Analyse des comportements politiques* en Master1 science politique (Examen de rattrapage du premier semestre 2018-2019) et de l'élément constitutif *Sociologie électorale* en Master1 science politique (Examen de rattrapage du premier semestre 2023-2024), le premier ayant soumis aux étudiants le sujet : « L'électeur camerounais est-il un imbécile ? », et le second, un sujet sur : « L'élection présidentielle camerounaise de 2018 a eu pour vainqueur Paul Biya, candidat du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) avec 71,28% des suffrages exprimés. Selon vous, ce succès est dû à la force de ce parti politique ou plutôt à la fraude électorale du système gouvernant ? ». C'est d'ailleurs la raison pour laquelle « certains politiques sont contre la création de l'institut d'étude politique », d'après les propos d'Ebele Onana. Celui-ci fait également observer que « certains grands maîtres de la discipline qui se sont opposés à son autonomie et continuent d'ailleurs à s'opposer » de manière paradoxale.

Bien plus, les interventions sur les médias, en toute objectivité, valent souvent le retard ou l'impossibilité du changement de grade (Pommerolle, 2024:105). Ces pratiques informelles sont légions et empêchent la réflexion objective des politistes par peur de représailles (Pommerolle, 2024:100). Dès lors, l'objectif est d'« utiliser et d'instrumentaliser les politologues pour protéger le régime » selon les propos de Lagme Freddy. Il convient dans un tel contexte de distinguer l'analyse décrétale, source de positionnement (Pommerolle, 2024:106), de l'analyse scientifique, source d'inquiétude.

2.2.2. La menace sur l'originalité

L'identité de la science politique est gage de son autonomie. Il faut encore savoir s'il s'agit de la science politique francophone ou de la science politique anglo-saxonne (Pommerolle, 2024:20-21). Au Cameroun, autant la première subit les assauts de la seconde (Smith, 2002 :23-35), autant la seconde subit les assauts de la première (Etoh Ekwoneng 2024:335-375) du fait de l'existence des deux systèmes. Cet état de choses a amené Pekekue Aretouyap Salam, enseignant de science politique au *Department of International Relations and Conflicts resolution* de l'Université de Buea à parler de la « Francophonisation de la science politique au Cameroun en relayant au second rang l'héritage britannique de cette discipline scientifique » dans un entretien en 2024. La démarche inverse se traduit par une certaine séduction des enseignants francophones par les approches anglophones de science politique comme on le voit avec les *cultural studies* chez Amougou Mbarga (2010:55-73) ou encore à travers la démarche méthodique anglo-saxonne promue par Mireille Manga (2024, 103-106). Il faut y ajouter l'influence de la langue anglaise dans les projets collectifs de recherche ou de colloques internationaux (Roux & Savarese, 2018 :10).

Une autre difficulté liée à l'originalité de la science politique camerounaise est relative à l'existence de trois trajectoires d'élévation aux grades des enseignants. Si la querelle est moins perceptible entre les politistes qui empruntent la voie des auditions à Yaoundé (Dans le cadre du Comité Consultatif des Institutions Universitaires) et celle de l'Habilitation à Diriger les travaux de Recherche (deux voies des travaux), elle se dévoile de manière polémique entre ceux du CAMES et les deux premiers (Moudjouri, 2020:854). Le couloir du CAMES privilégiant l'agrégation (le concours d'agrégation n'est pas la seule voie au CAMES. Ce dernier consacre aussi la voie des travaux même si elle demeure moins valorisée que la première) présentée comme la voie royale, il y a une forte prétention à distinguer les enseignants revêtant son onction et à dévaloriser les autres (Moudjouri, 2020:856) sans que la suprématie des premiers ne soit scientifiquement irréfutable (Et pourtant, l'on n'est pas obligé d'être d'accord avec les autres dans les travaux scientifiques car ce qui compte demeure le respect de la méthodologie selon Janvier Onana dans le cadre d'un entretien). Si selon Pommerolle, le CAMES constitue la voie qui permet d'échapper à l'exigence de loyauté, parce que moins contrôlée par l'appareil national (Pommerolle, 2024:107), c'est mal connaître l'environnement de ce milieu qui ne résiste pas, selon les propos de Jean Gatsi, à la loi de « la

cooptation des enseignants-candidats » et au phénomène de la constitution des réseaux assurant le maintien du contrôle des enseignants par ledit appareil. On n'est pas loin des logiques de monopolisation et de blocages. Et pourtant, dans le domaine de la science, les enseignants se distinguent fondamentalement d'une part, par la qualité de leurs enseignements, et d'autre part, par la quantité et la qualité de leurs productions scientifiques, et non par les titres et les couloirs. L'État du Cameroun ayant consacré ces trois voies demeurant au choix des enseignants, une telle prétention devient vaine et absurde. Chaque enseignant est libre de choisir sa voie dans les conditions normales sans pour autant que cela ne fasse l'objet d'une suspicion ou de règlement de comptes.

En conclusion, la science politique camerounaise, bien que progressivement créditée d'une légitimité moderne, reste une discipline en quête d'ancrage institutionnel et épistémologique. Son essor, amorcé dans le sillage des indépendances, se poursuit grâce à l'engagement à la fois individuel et collectif des politologues locaux. Cependant, cette dynamique se heurte à des obstacles structurels, davantage endogènes qu'exogènes, qui entravent son plein épanouissement. Parmi ces freins, la prégnance d'une tradition juridique hégémonique et l'emprise d'un ordre politique autoritaire étouffent toute velléité d'autonomisation scientifique.

La science politique contribuant considérablement à l'éclairage des phénomènes de la vie publique, constitue un outil essentiel d'aide à la prise de décision. C'est ce qui explique que les anciens grecs l'aient toujours considérée comme l'art de bien gouverner. Un engagement fort des autorités académiques serait salutaire pour l'autonomie et le développement effectifs de cette discipline au Cameroun. Il importe de laisser la pensée politique se déployer. Une telle nécessité s'inscrit dans la modernisation de l'université à travers la mise en place d'un cadre propice, le financement de la recherche et la compétitivité des universitaires. L'on ne peut véritablement faire de la science politique et être utile dans la société que si l'on bénéficie d'un environnement permettant la critique et la rigueur dans la recherche. La libéralisation de la science politique et son autonomie sont des impératifs pour son développement. Les décideurs publics en général pourront alors faire usage des découvertes et de l'évolution de la science pour le bien-être de l'Etat.

Les jeunes chercheurs faisant face aux obstacles et aux moyens limités dans la recherche en science politique sont exposés à la production lacunaire et au découragement. Ils doivent alors



s'efforcer de ne pas céder à ces obstacles et de conserver leur rigueur dans la recherche une fois ces capacités atteintes. Ils représentent ceux qui sont appelés à développer davantage cette discipline et de mettre ses résultats au service de l'humanité. En effet, la science politique demeure une discipline riche en enseignement lorsqu'elle n'est pas étouffée et qu'elle se déploie dans un cadre approprié et modernisé. C'est la raison pour laquelle dans le cadre de sa professionnalisation, la rigueur et l'authenticité du politiste sont essentiels pour sa reconnaissance, son travail et son épanouissement.

Bibliographie

Aboya Endong M. (2014), « Parliamentarism under the supervision of the federal state (1961-1972): a political construct through the law of the unitary state of Cameroon », *Revue française de droit constitutionnel*, volume 1: numéro 97, pp.1-29.

Amougou Mbarga A-B. (2010), « Le phénomène des motos-taxis dans la ville de Douala : crise de l'État, identité et régulation sociale, une approche par les cultural studies », *Anthropologie et Société*, volume 34: numéro 1, pp.55-73.

Atimniraye R. & Zelao A. (2023), « L'autochtonie des primo-arrivant du Nord-Cameroun à travers le prisme des critères objectifs et subjectifs de l'OIT », *Revue d'études autochtones*, volume 52: numéro 3, pp. 115-123.

Balzacq T., Baudewyns P., Jamin J. Legrand V., Paye O. et Schiffino N. (2014), *Fondements de science politique*, Bruxelles, de Boeck.

Bayart J-Fr. (1979), *L'État au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Bergeron H. & Castel P. (2015), « Les habits neufs du néo-institutionnalisme ? La redécouverte de l'ordre mésologique et de l'agency », *L'année sociologique*, volume 65: numéro 23, pp.31-69.

Biya P. (2018), *Pour le libéralisme communautaire*, Nouvelle édition, Lausanne, Edition All Access/ FAVRE/ABC.

Blanc G. (2020), « Qu'est-ce qu'une science ? », *Les tribulations d'un (ex) astronome*, mai, <http://gblanc.fr>.

Brahimi M-A. & Idir M. (2020), « Etudes postcoloniales et sciences sociales : pistes d'analyse pour un croisement théorique et épistémologique », *Revue interventions économiques*, numéro 64, pp. 1-20.

Chérioux J. (2019), *Etudes politiques anglo-saxonnes. Irlande du Nord. Connecticut. New York*, Paris, Les Presses de Science Po.

Coakley J. (2004), « Evolution dans l'organisation de la science politique : la dimension internationale », *Revue internationale des sciences sociales*, volume 1: numéro 179, pp. 189-203.

Cohen A., Bernard L. & Philippe R. (dir) (2015), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La découverte.

Coquery-Vidrovitch C. (2021), « Le régime de l'indigénat dans l'empire colonial français ». Revue d'histoire moderne et contemporaine, Volume 48: numéro 4, pp. 142-158.

Cot J-P. & Mounier J-P. (1974), Pour une sociologie politique, Tome 1, Paris, Éditions du Seuil.

Côté I. (2019), « Théorie postcoloniale, décolonisation et colonialisme de peuplement : quelques repères pour la recherche en français au Canada », Cahiers franco-canadiens de l'ouest, volume 31: numéro 1, pp. 25-42.

Crettiez X., Hassenteufel P. & De Maillard J. (2024), Introduction à la science politique, 2^{ème} édition, Paris, Editions Dunod.

Derrick J. (2008), Africa's "Agitators": Militant Anti-Colonialism in Africa and the West, 1918-1939, New York, Columbia University Press.

Ebogo Fr. (dir.) (2022), Dynamiques géopolitiques et conjonctures insécuritaires en Afrique centrale, Tome1, Offrandes au Pr Joseph Vincent Ntuda Ebode. L'homme, sa pensée et son influence sur le développement des études internationales et stratégique en Afrique, Paris, L'Harmattan.

Embiede Eballa M-Ch. (2024), « Le sexe de la science politique camerounaise », in Revue Espace géographique et société marocaine, numéro 83, pp.43-57.

Essame I. (2023), Décentralisation et systèmes d'administration locale, Chennevières-sur-Marne, Dianoïa.

Etoh Ekwoneng E. (2024), « L'héritage français de "la science politique africaine francophone" : le cas du Cameroun », in Afrique contemporaine, volume 1: numéro 277, pp. 335-375.

Eyinga A. (1990), Introduction à la politique camerounaise, Cameroun, 1960-1990 ; La fin des élections : un cas d'évolution régressive de la démocratie, Paris, L'Harmattan.

Gazibo M. & Thiriot C. (dir), (2009), « Introduction. L'Afrique en science politique », Le politique en Afrique. États des débats et pistes de recherche, Paris, Karthala, pp. 13-18.

Gazibo M. (2010), Introduction à la politique africaine, 2^{ème} édition, Montréal, Les presses de l'Université de Montréal.

Geschiere P. (2021), « Contrebas. L'agitation des approches », Politique Africaine, volume 1-2: numéro 161-162, pp. 57-70.

Kamdem E. (2023), « Chapitre 9. Diriger une thèse doctorale : les obstacles à une direction responsable dans le contexte camerounais », In Les nouvelles frontières de l'intégrité académique, pp. 144-159.

Kamé Bouopda P. (2016), Histoire politique du Cameroun au XX^e siècle, Paris, L'Harmattan.

Laakso L. & Zondi S. (ed) (2024), Political science in Africa: Freedom, Relevance, Impact, London, Bloomsbury Publishing.

Leclerc A. (2014), Introduction à la science politique, Université numérique juridique francophone, pp. 2-9. <https://www.studocu.com>.

Machikou N. (2015), « Espace de docilité, espace de résistance : la commémoration de la journée internationale de la femme », Présence africaine, volume 2: numéro 192, pp.115-138.

Machikou N. (2022), « La production parlementaire de la consolidation autocratique en Afrique », Revue Internationale et Stratégique, volume 2: numéro 126, pp.97-108.

Mandjack A. (2011), « Le triangle équilatéral du Cameroun. L'hypothèse du pouvoir confisqué de Roger Gabriel NLEP », in Revue camerounaise de droit et de science politique Janus, 5^e Année, numéro 3, pp.73-103.

Manga Edimo R-M. (2024), " Policy studies as a subdiscipline of political science in Africa Teachings, research trends and professional expertise in Cameroon", in Laakso Liisa and Zondi S. (ed), Political science in Africa: Freedom, Relevance, Impact, London, Bloomsbury Publishing, pp.103-116.

Manga Edimo R-M. (2021), "Expertise on the Anglophone Crisis in Cameroon: A Hybrid Cultural Boundary Approach", International Review of Public Policy, volume 3: issue 3, pp.345-363.

Mbarga E. (1982), Les Institutions politiques du Cameroun, Yaoundé, Imprimerie nationale.

Mbembe A. (2020), De la postcolonie, essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine, Paris, La Découverte, coll. « La Découverte Poche/Essais ».

Mbembe A. (1993), « Crise de légitimité, restauration autoritaire et déliquescence de l'État », Itinéraires D'accumulation au Cameroun, Paris, Karthala, pp.345-374.

Mbembe A. (1991), « Domaines de la nuit et autorité onirique dans les maquis du Sud-Cameroun (1955-1958) », Journal of African History, numéro 31, pp. 89-121.

Médard J-Fr. (1991), États d'Afrique noire, Formations, mécanismes, crises, Paris, Khartala.

Medou Ngoa Fr-J. (dir) (2024), La vie politique camerounaise, tome 1, Paris, Connaissance et Savoirs.

Montambeault Fr. & Dufour P. (2017), « Politique et sociétés : 35 ans de science politique francophone », Politique et sociétés, volume 36: numéro hors-série, pp. 3-4.

Morillas C. (2018), « Domination et résistance étudiante au sein d'un " lieu clos et apolitique" : l'université camerounaise (1962-2014) », L'espace politique, Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique, volume 35: numéro 2, <https://journals.openedition.org>.

Moudjouri M. B. (2020), « Les règles du corps enseignants de l'enseignement supérieur et leur instrumentalisation. Etude à partir des enseignants des disciplines des sciences juridiques et politiques des Universités publiques du Cameroun », in International Multilingual Journal of Science and Technology, volume 5, issue 3, pp. 850-859.

Nassara P. (1975), « Aspects de la domination politique au Cameroun », Revue française d'études politiques africaines, numéro 113, pp. 88-112.

Ngayap P-Fl. (1983), Cameroun, qui gouverne ? De AHIDJO à BIYA, l'héritage et l'enjeu, Editions L'harmattan, Paris.

Ngo Tong Ch-M. (2016), « L'opérationnalisation de la stratégie de Croissance pro-pauvres au Cameroun », Revue Interventions Economiques, numéro 56, pp.1-25.

Ngongo L-P. (1987), Histoire des institutions et des faits sociaux du Cameroun, tome 1, 1945-1984-, coll. Mondes en devenir, XVI, Berger- Levrault.

Nkot F. (dir), (2018), Dictionnaire de la politique au Cameroun, 2^{ème} édition, Laval, Presses de l'Université de Laval.

Ntuda Ebodé J-V. (2013) & Ebogo Fr. (2013), « Chapitre 6. Le Cameroun », In traité des relations internationales, pp.125-138.

Onana J. (2019), (dir), Gouverner le désordre urbain, Sortir de la tragique impuissance de la puissance publique au Cameroun, Paris, L'Harmattan, pp.13-19.

Onana J. (2009), Initiation à la science politique. La notion, le mode de connaissance, les savoirs, Paris, L'Harmattan.

Onana J. (2004), Le sacre des indigènes évolués, essai sur la professionnalisation politique, Chennevières-sur- Marne, Dianoiä.

Owona Nguini M-E. (2000), « A propos de la crise de 1962 au Cameroun, faire de l'histoire sociopolitologique : socio-analyse et histoire analysée d'un conflit de pouvoir », Polis, Revue camerounaise de science politique, volume 7, numéro spécial, pp. 31-88.

Oyono D. (2010), Le pari de la modernité, l'expérience camerounaise, Paris, L'Harmattan.

Petithomme M. (2009), Les élites postcoloniales et le pouvoir politique en Afrique subsaharienne : la politique contre le développement, Paris, L'Harmattan.

Pokam H. De Pr. (2018), « Mobilité transnationale des enseignants-chercheurs camerounais depuis les années 1990 : le cas des enseignants-chercheurs de l'Université de Dschang » », in Revue d'Anthropologie des connaissances, volume 12: numéro 4, pp.629-643.

Pommerolle M-E. (2024), De la loyauté au Cameroun, essai sur un ordre politique et ses crises, Paris, Karthala.

Raewyn C. (2024), Décoloniser le savoir : sciences sociales et théorie du sud, Paris, Payot.

Rousseau J-J. (1866), Émile ou de l'éducation, Paris, Garnier frères, librairies-éditeurs.

Roux Chr. & Savarese É. (dir.) (2018), « Introduction », Science politique, 2^e édition, Bruxelles, Bruylant, pp.9-14.

Sindjoun L. (1996), « Le champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'État », Politique africaine, numéro 64, pp.57-67.

Sindjoun L. (1999), « L'Afrique dans la science des relations internationales : Notes introductives et provisoires pour une sociologie de la connaissance internationaliste », Revue africaine de sociologie, volume 3: numéro 2, pp. 142-167.

Sindjoun L. (2002), L'État ailleurs. Entre noyau dur et case vide, Paris, Economica.

Smith A. (2002), « Grandeur et décadence de l'analyse britannique des politiques publiques », Revue Française de Science Politique, volume 52 : numéro 1, pp.23-35.

Smyrl M. (2005), « Vers un retour du politique dans le néo-institutionnalisme », in Pôle Sud, numéro 23, pp.115-130.

Surel Y. (2015), « Chapitre 2. Histoire et dynamique de la science politique », in La science politique et ses méthodes, pp. 77-130.

Tchingankon Yanou M. (2022), « L'institutionnalisation de la science politique dans l'enseignement supérieur Camerounais : émergence institutionnelle, ancrage épistémique et champ politiste globalisé », Lien social et politiques, numéro 89, pp. 130-149.



Tchoupie A. (2006), « L'institutionnalisation de la lutte contre la corruption et la criminalité financière au Cameroun », Polis, Revue camerounaise de science politique, volume 13: numéro 1-2, pp.57-80.

Temple L., Machikou Ndzesop N., Fongang Fouepe G-H., Ndoumbe Nkeng M. et Mathé S. (2017), « Système national de recherche et d'innovation en Afrique : le cas du Cameroun », Innovations, volume 2: numéro 53, pp. 41-67.

Torrent M. (2013), « Des partages coloniaux aux frontières culturelles : (ré-) unifications et marginalisation au Cameroun méridional (1954-1961) », Mémoire(s), identité(s), marginalité dans le monde occidental contemporain: numéro 10, <http://journals.openedition.org>.

Mballa Zambo G. (2025), « Budget programme et qualité de la dépense dans les administrations de souveraineté au Cameroun », Revue Francophone, volume 3 : numéro 2, pp.151-175.